

Samir AMIN

Réunion des experts – Bruxelles, 21 Janvier 2008

Les transformations internes et globales nécessaires pour l'émergence progressive d'un monde multipolaire organisé Formes de la gouvernance économique et politique adéquates

I. Questions de méthode : quels sont les défis ?

1. Il est bon de partir des défis auxquels le monde contemporain est confronté pour identifier les termes des réponses alternatives possibles et souhaitables et des transformations nécessaires pour assurer la progression dans ces directions.

Au demeurant la qualité des réponses suggérées dépendra évidemment de celle de l'identification des défis.

2. On peut dans un premier temps « classer » les défis selon les domaines dans lesquels ils se déploient. Par exemple : (i) l'économie ; (ii) l'environnement ; (iii) la gouvernance ; (iv) la sécurité.

L'avantage de la méthode, pour une première approche, est de permettre la mobilisation des compétences aux niveaux élevés requis, lesquelles sont forcément « spécialisées ».

3. Mais il faut absolument aller au delà et dépasser ces classements (quels qu'ils soient). Pour deux raisons :

(i) raison mineure : tout classement rend plus difficile l'identification précise des interactions entre les domaines définis.

(ii) Raison majeure (à mon avis). La méthode ignore (au moins implicitement) que toutes les « évolutions » banalement constatées (au cours de 20 dernières années par exemple), sur lesquelles tous peuvent s'accorder en gros (même s'ils l'expriment dans des termes différents), trouvent leur origine dans des transformations plus profondes, moins visibles (ou qu'on se refuse de regarder).

Pour ma part, je considère que ces « évolutions » ne sont pas le produit de contraintes de type technologique (sans nier le fait des révolutions technologiques en cours, de natures diverses et s'exerçant dans des domaines divers). Le penser c'est adopter une vision technologiste déterministe incontournable de l'évolution, qui n'est pas la mienne.

Les évolutions constatées sont le produit des réponses du « système » (des pouvoirs en place) aux exigences technologiques et autres nouvelles. Elles auraient donc pu être autres, selon la nature de ces pouvoirs. Il importe donc au premier plan de les analyser comme telles et d'identifier les transformations des rapports sociaux et politiques qui ont permis aux pouvoirs en place d'être ce qu'ils sont. On verra même que la vision des défis, et encore plus des réponses à ceux-ci, dépend étroitement de l'identification de la nature de ces pouvoirs et des évolutions qu'ils ont commandées.

4. Pour ma part je situe la transformation majeure qui « explique » le déroulement des évolutions en cours et des défis qu'ils ont produit, dans *le basculement des rapports de forces*

sociaux au détriment des classes populaires (lato sensu) et au bénéfice presque exclusif des segments dominants du capital (ce que j'appelle l'oligarchie mondialisée).

L'objet de ce papier n'est pas de produire une explication des raisons de ce basculement (Cf. S. Amin, *L'économie politique des XXe et XXIe siècles*).

A partir de là je définis *le défi majeur* : agir pour effacer ce basculement et rétablir de meilleurs équilibres sociaux, moins inégaux.

Il va de soi (pour moi) que les déséquilibres sociaux internes (aux « pays » du monde) sont premiers, et sont à l'origine de déséquilibres internationaux (en faveur du Nord en général, au détriment du Sud en général, en dépit des « succès » ici ou là des pays qu'on dit « émergents »). Corriger les déséquilibres internes, c'est aussi créer les conditions de la correction des déséquilibres mondiaux et ce sur tous les plans (environnement et avenir de la Planète, sécurité et stabilité politique inclus).

II. Quelles transformations ?

1. Je partage le point de vue qu'un « scénario de continuité » (comme le suggère le rapport de la CIA : le Monde en 2020 critiqué par l'auteur de ces lignes, document sur le site du projet) n'a pas de sens. Celle-ci est impossible. Et plus on s'entêtera dans cette voie sans issue plus les défis de toutes natures prendront des dimensions catastrophiques. Le choix n'est pas : « libéralisme mondialisé » (si on qualifie le système dans ces termes) ou chaos. Car ce système est chaos.

Fermer les yeux sur cette réalité implique qu'on accepte des effondrements et des ruptures violentes ni prévisibles, ni maîtrisables.

La seule alternative possible impose d'envisager *les transformations « nécessaires »*. Les définir, dégager les moyens de les maîtriser. « Nécessaires », en fonction des objectifs : un monde multipolaire, autorisant des « voies de développement » diverses (pour les différents pays et régions du monde), engagé dans un long processus de démocratisation associé (et non dissociée) au progrès social, fondement de pouvoirs politiques légitimes et stables, garant de la sécurité (interne, régionale et globale).

2. Si l'on accepte mon point de vue – que les déséquilibres sociaux internes sont premiers – on pose nécessairement pour essentielle la réponse à la question : quels sont les sujets possibles de la correction nécessaire de ces déséquilibres ?

Question difficile, aux facettes multiples : analyses sociales précises, formulations idéologiques, politiques et culturelles adéquates. L'objet du papier n'est pas de répondre à la question, mais d'en signaler la centralité. La réponse se situe bien en amont de ce qu'on qualifie vaguement de « démocratie », « bonne gouvernance », des termes qui suscitent non pas seulement ma méfiance personnelle (quel poids ?), mais celle de la majorité dans les peuples concernés (et cela compte) !

3. L'énumération des défis, plus généraux ou plus particuliers, est sans fin possible. Celle des transformations nécessaires pour la même raison, infinie.

Il importe donc de regrouper et de classer ces défis et les transformations suggérées et de préciser les degrés de leur *priorité* dans l'action.

Je ne le ferai pas ici, mais seulement proposerai, pour la discussion, ceux des problèmes qui me paraissent le plus négligés dans les débats, particulièrement ceux qui réunissent des « experts » plutôt que des représentants des « mouvements sociaux ».

Première série de défis et de transformations nécessaires prioritaires :

Au plan mondial nous sommes engagés dans une guerre sans fin, celle conduite par l'administration des Etats Unis (avec le soutien de l'Europe) pour le « contrôle militaire de la Planète ». Cette guerre (déguisée en guerre contre le « terrorisme », dont les objectifs sont tout autre) fait partie intégrante du scénario de continuité. Elle est une exigence incontournable de celle-ci. « Transformer le monde » implique de mettre un terme à cette option. Imposer la paix, le respect des souverainetés, le droit international.

Seconde série de défis et de transformations nécessaires prioritaires :

La crise financière est amorcée. Les subprimes n'en sont pas la cause, mais seulement l'accident de parcours (à défaut duquel un autre accident aurait provoqué les mêmes effets), qui a rendu impossible la poursuite du projet du « libéralisme réellement existant », fondé sur la valorisation sans fin du capital (les analyses sur ces questions, y compris celles que j'ai proposées, existent). La crise est systémique et non conjoncturelle.

Dans mon analyse les pouvoirs en place (ceux de l'oligarchie) vont tenter de « socialiser les pertes » (imposées par la dévalorisation des capitaux) après avoir joui à satiété de la « privatisation des profits » (dans la période de valorisation excessive). C'est à dire vont faire porter leur offensive contre les plus faibles, pour leur faire supporter le prix du « réajustement ». Les plus faibles sont les classes travailleuses (y compris des segments importants des classes moyennes), les retraités (le système des Fonds de Pension ayant solidarisé leurs intérêts à ceux du capital), les pays vulnérables du Sud.

Relever le défi revient à définir des alternatives aux propositions de l'oligarchie, et – plus difficile – à construire les alliances sociales et leur expression politique adéquates.

Quelques questions majeures pour le débat :

(1) Quels sont les « avantages » à la disposition du Nord qui lui permettent d'imposer sa domination à l'échelle globale ? Ces « avantages » peuvent-ils être remis en question ? Par qui ?

Je définis pour ma part ces avantages en termes de cinq « monopoles » (au sens banal du terme) : le contrôle des technologies, de l'accès aux ressources naturelles de la planète, des finances mondialisées, de l'information, des armements de destruction massive.

Je crois que les sociétés du Sud (certaines d'entre elles) sont capables de remettre en question ces « monopoles », et le feront. Tant mieux. Un ordre mondial authentiquement multipolaire l'impose.

(2) Qui remettra en cause le gaspillage des ressources naturelles ?

Je partage l'opinion que les défis environnementaux sont réels et dramatiques, bien que de natures diverses.

Il y a les transformations (possibles) de la Planète qui échappent à l'action humaine. Le défi est ici, non pas comment les éviter (impossible), mais comment s'y adapter.

Il y a l'épuisement de ressources naturelles essentielles (l'eau, le pétrole). Je ne crois pas que le défi puisse être relevé par des « campagnes de conscientisation » qui s'adresseront fatalement aux privilèges, et au mieux, réduiront la progression de leur gaspillage ! Je crois qu'il le sera dans la mesure où les peuples du Sud (85 % de la Planète, privés de l'accès à ces ressources) l'imposeront. Le défi est ici : éviter la guerre généralisée entre les « have » (le Nord) et les « have not » (le Sud) – ce qui nous renvoie au premier défi : faire reculer le projet de contrôle militaire de la Planète.

(3) Quelle démocratie pour une « bonne gouvernance » ?

Mon analyse de la situation sur ce plan est plutôt pessimiste : la démocratie n'a pas le vent en poupe, elle est en voie de perte de légitimité dans le Sud et dans le Nord. La raison en est l'association démocratie représentative/libéralisme économique. L'alternative – la transformation – impose l'invention formes de démocratisation dans tous les aspects de la vie sociale/progrès social pour tous, dans l'invention de formes (nouvelles) de l'institutionnalisation de la démocratie sociale.

A défaut nous aurons, en substituts à la démocratie, des « théo-démocraties » (USA), des « ethnocraties », des farces électorales (l'Europe est-elle sur cette voie ?) des théocraties sans projet social et des dictatures sanglantes.

(4) Quelle sécurité ? Pour qui ?

La menace en cours – l'insécurité grandissante est réelle – ne vient pas du « terrorisme ». Entendant par là celui mis en œuvre par des « pauvres », fussent-ils manipulés. La menace majeure est celle du terrorisme d'Etat, mis en œuvre par les « riches » : les Etats Unis au plan mondial (la « guerre préventive » et sa menace sont du terrorisme d'Etat), les pouvoirs en place (au Nord et au Sud), à des degrés divers (allant de la criminalisation des révoltes au recul des droits). Les terrorismes d'Etat provoquent, hélas, les terrorismes de riposte, à défaut de plans d'actions plus efficaces.

(5) Peut-on répondre aux pressions migratoires ?

Le déploiement mondial du capitalisme réellement existant (par opposition à l'économie de marché généralisée, imaginaire des économistes conventionnels) n'a été possible que par l'ouverture de l'Europe à une émigration gigantesque. Alors que la population de l'Europe représentait 18 % de celle de la Planète en 1500, celle de l'Europe et des Amériques en totalisait 36 %. L'Europe capitaliste n'est parvenue à son développement particulier que par la grâce de la formation d'une seconde Europe, construite par ses émigrés. La généralisation de ce modèle à la planète, que le passage à l'appropriation privée des terres dans les pays du Sud et la désintégration des paysanneries impliquent, ne serait « viable » qu'à la condition que deux milliards de « paysans en trop » disposent de trois ou quatre Amériques nouvelles pour s'y installer ! Inutile de dire qu'il n'y a pas de solution aux pressions migratoires dans ces conditions.

(6) Quelles places la diversité culturelle et le renouveau des religions occupent-ils dans le monde d'aujourd'hui et de demain ?

Le thème de la diversité culturelle est l'objet d'une littérature d'un volume gigantesque, d'une confusion particulièrement marquée dans l'ensemble. Evitons de tomber dans ces pièges. Je me contenterai ici de soulever la question des mouvements « religieux » ou prétendus tels (et non du débat concernant la « spiritualité », la ou les religions) qui ont le vent en poupe dans le moment actuel. Fuite en avant en relation avec les inégalités sociales croissantes ? L'Europe « religieuse » à l'ordre du jour prenant la place de l'Europe laïque du Welfare State, tandis que l'inégalité – acceptée depuis toujours aux Etats Unis – est également toujours accompagnée de la religiosité propre à cette théo-démocratie.

La question de la place de l'Europe dans le monde de demain

Bien que cette question – dont personne ne saurait nier l'importance – sorte de l'objet de notre consultation, il m'est apparu utile de donner mon point de vue sur le sujet (voir S. Amin, *Le projet européen est-il viable ?*, document placé sur le site de notre groupe d'experts).

La question de la Chine et des pays dits « émergents » dans le monde de demain

Il s'agit là d'une question majeure. Le monde de demain dépendra plus de l'avenir des pays en question qu'on ne le croit généralement en Europe et aux Etats Unis.

A déplorer donc la représentation insuffisante de ces pays dans notre groupe.